



Communiqué de presse Sans démocratie, pas d'atteinte des ODD !

Alors que le monde est confronté à une recrudescence de défis majeurs en matière de développement durable, de neutralité carbone et de protection de la biodiversité, il s'avère que le Pacte financier mondial actuel est insuffisant pour y faire face. Il est urgent de replacer la démocratie au cœur des préoccupations mondiales, sans laquelle les objectifs de développement durable (ODD) ne pourront pas être atteints. Les 22 et 23 juin 2023 aura lieu à Paris un « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial », initiative française organisée par le Président Emmanuel Macron, notamment pour favoriser l'atteinte des ODD.

Ce sommet international verra la participation de nombreux·euses chef·fe·s d'État et de gouvernement, notamment le Président gabonais Ali BONGO ONDIMBA, le Président congolais Denis SASSOU NGUESSO et le Président camerounais Paul BIYA. Ces trois chefs d'État africains, symboles des régimes autoritaires, se maintiennent au pouvoir en Afrique grâce à une politique pleinement assumée de déni démocratique et de fragilisation de l'État de droit : longévité record au pouvoir, constitutions manipulées, élections truquées, droits humains bafoués, violences policières, opposant·e·s emprisonné·e·s, justice instrumentalisée, militant·e·s pro-démocratie menacé·e·s, communications coupées, médias muselés, manifestations et réunions interdites et réprimées, etc.

L'Afrique est le continent le plus touché du monde par l'absence de systèmes politiques ouverts et inclusifs.

Ces quinze dernières années, moins de la moitié (41%) des 44 régimes présidentiels subsahariens ont connu une alternance démocratique avec un changement de parti au pouvoir à l'issue d'élections. En conséquence, sur 55 États africains, seuls 18 peuvent être considérés comme des démocraties. Une collusion à peine cachée entre les pouvoirs politiques et les multinationales, leur permet de s'enrichir au détriment de la population, privée des services sociaux de base tels que l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau ou à l'électricité...

Ce système de prédation constitue une menace d'explosion sociale et de faillite des États. De toutes ces dérives, résultent des crises politiques post-électorales voire des conflits armés. Des coups d'État militaires ou conflits se sont succédés, en Afrique de l'Ouest, au Sahel et en Afrique centrale (Mali en août 2020 puis en mai 2021, Tchad en avril 2021, Guinée en septembre 2021, Soudan en octobre 2021 et avril 2023, Burkina Faso en janvier 2022).

Jusqu'à présent, les engagements financiers et les annulations de dette venant de pays tiers ou d'institutions internationales pour appuyer le développement et la sécurité du continent africain ont largement échoué.

Force est de constater qu'en plus d'un déficit démocratique et d'une mal gouvernance exacerbée dans de nombreux pays africains, notamment francophones, l'Afrique est également touchée de plein fouet par à une crise protéiforme : socio-politique, sécuritaire, alimentaire, sanitaire, économique, migratoire, climatique, etc. Un lien systémique est clairement à souligner entre l'absence de démocratie, la paix et le mal développement.

L'instauration de vraies démocraties en Afrique redonnerait un réel espoir à une population, et surtout à une jeunesse sans avenir avec les régimes autoritaires en place. Il est aujourd'hui temps dans les relations et les coopérations, notamment financières entre les États africains et la communauté internationale, de tourner la page des régimes autoritaires, de promouvoir la démocratie et de garantir la stabilité sociale, ainsi que l'épanouissement des populations.

Il y a urgence dans ce « *Nouveau pacte financier mondial* » que les États et les institutions internationales signataires renouvellent leurs engagements en faveur de la démocratie, du respect des principes constitutionnels sur la limitation des mandats présidentiels et l'État de droit, de l'égalité de tou-te-s devant la loi et de l'ouverture de l'espace civique.

Ce ne sera que dans un environnement pleinement démocratique que les gouvernant-e-s et citoyen-ne-s africain-e-s pourront atteindre les ODD et relever les défis tels que : l'emploi de la jeunesse, la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, la neutralité carbone, la paix, la sécurité, le développement économique, la lutte contre le surendettement, la bonne gestion des fonds publics et la protection de la biodiversité.

Signataires :

- Coalition Tournons La Page Congo
- Coalition Tournons La Page Europe
- Coalition Tournons La Page Gabon
- Association des Amis du Droit (ADD)
- Le Cercle des droits de l'Homme et de développement (CDHD)